

Grèce/Crise économique

Athènes sort des plans d'aide

AFP  
Athènes/Grèce

Après dix années de crise, dont huit de programmes d'aide internationale, la Grèce est sortie de son troisième plan de soutien. A l'occasion de trois plans d'aide successifs, elle aura reçu de ses partenaires européens 289 milliards d'euros. Une page se tourne pour Athènes.



Photo : AFP

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé une nouvelle ère pour son pays.

POUR les Grecs, ce mardi 21 août 2018 marque la première journée sans mémorandum. Après huit ans de crise, la Grèce est sortie des plans d'aide.

Dans un discours bref et symbolique, donné à Ithaque, le Premier ministre Alexis Tsipras a appelé, à la télévision publique grecque avec en arrière-plan, le port d'Ithaque, une

île de la mer Ionienne à l'ouest de la Grèce continentale, son peuple à la prudence et à la responsabilité. Dans un discours de quelques minutes inspiré du voyage d'Ulysse, le Premier ministre grec a rappelé l'effet de la crise et des mémorandums sur le pays. « Nous avons perdu 25% de notre richesse nationale. Trois personnes sur cinq se

sont retrouvées au chômage, tout comme la moitié des jeunes. Soixante-cinq milliards d'euros de mesures d'austérité ont été mises en place. La violence et la répression font désormais partie de notre quotidien », a déclaré le chef du gouvernement. Alors que de nombreux Grecs reprochent justement à Alexis Tsipras d'avoir signé un



Photo : AFP

Après huit ans de crise, la Grèce est sortie du plan d'aide international.

troisième mémorandum peu après son élection en 2015 malgré ses promesses de campagne, l'intéressé a répondu par une métaphore parlant de nombreuses vagues sur son chemin. Après avoir critiqué l'opposition, il a appelé les Grecs à poursuivre leurs efforts.

« Par notre lutte et nos sacrifices, nous avons abouti à la fin de ces mémorandums. A partir d'aujourd'hui, nous

entrons avec vision et détermination dans une nouvelle ère pour notre patrie, avec prudence et responsabilité, pour ne pas retourner à la Grèce des déficits et de la faillite », a-t-il poursuivi. Un discours qui s'adressait à la fois à ses électeurs, mais aussi aux créanciers du pays, qui devraient continuer à maintenir le pays sous une surveillance renforcée, malgré la fin officielle des plans d'aide.

Inde/Inondation

Situation catastrophique dans l'Etat de Kerala

AFP  
Chengannur/Inde

PLUS d'un million de personnes sont actuellement hébergées dans des camps mis en place pour les déplacés au Kerala, ont annoncé, hier, les autorités de cet État du sud de l'Inde frappé par une mousson particulièrement violente qui a fait plus de 410 morts.

La baisse progressive du niveau des eaux après les inondations, rendue possible par l'affaiblissement des précipitations ces derniers jours, met en évidence l'ampleur des destructions dans cette région luxuriante prisée des touristes en saison sèche. "Le nombre de personnes dans les camps humanitaires est maintenant d'1.028.000", réparties entre plus de 3.000 lieux d'accueil improvisés, a dit à l'AFP Subhash T.V., porte-parole du gouvernement communiste local. Les secouristes ont découvert, hier, six nouveaux corps, portant le bilan à plus de 410 morts depuis le début au mois de juin de la mousson, l'une des plus violentes en un siècle. Dans la localité de Pandanad, dans l'un des districts les plus touchés de la région, l'eau potable et les vêtements secs manquaient cruellement.

À proximité d'une route inondée, la militaire Jingy Joseph était assise pieds nus avec sa fille de quatre ans, Angelina, soulagée d'être enfin réunie avec elle. Cette commandante



Photo : D.R.

Une vue de la zone sinistrée.

était postée à l'autre bout du pays lorsque les eaux ont envahi la maison de ses parents, où se trouvait sa fille. "J'ai perdu tout contact avec eux pendant quatre jours et j'ai dû lancer un appel sur Facebook pour avoir des informations", a-t-elle raconté à l'AFP. Sa vidéo de détresse est devenue virale sur l'internet indien. Après un voyage en train, en avion et plusieurs heures de voiture, Jingy a finalement retrouvé ses proches et les a emmenés en lieu sûr. "C'était les heures les plus angoissantes de ma vie. Je tenais bon mais j'ai fondu en larmes quand on m'a rapporté que ma fille pleurait en demandant du lait et de l'eau", a-t-elle déclaré.

À travers le Kerala, les largages de provisions et médicaments aux zones sinistrées se poursuivaient à l'aide d'hélicoptères et même de drones.

Les pluies ont détruit ou endommagé plus de 10.000 kilomètres de routes, selon les autorités locales. Les précipitations auraient aussi causé la des-

truction de 50.000 habitations, a expliqué Shashi Tharoor, un député du Kerala et ancien haut responsable de l'ONU.

Responsabilité humaine ?

Pour plusieurs spécialistes de l'environnement, cette catastrophe était prévisible dans cette région à l'écosystème particulièrement riche et fragile. D'après eux, l'extension de la présence humaine (urbanisation, mines, industries...) a engendré la disparition de lacs et zones humides, capables d'absorber l'excès d'eau de la mousson. "Modifier l'organisation de l'usage de la terre est difficile dans tout pays en raison des droits de propriété privée et des importantes sommes d'argent en jeu", a analysé pour l'AFP Muralee Thummarukudy, responsable de réduction des risques de catastrophe aux Nations unies. Pour l'écologiste Madhav Gadgil, qui avait suggéré en 2011 une interdiction des activités minières et industrielles au Kerala, l'action de l'homme

Inondations meurtrières au Kerala

La région a subi l'une des plus violentes moussons depuis un siècle



Photo : D.R.

Zone de l'Inde où ont eu lieu les inondations.

a joué un rôle-clé dans ce désastre. "Malheureusement, nos gouvernements d'États sont en collusion avec des intérêts privés qui ne veulent pas que les lois environnementales soient appliquées", a-t-il estimé. Des critiques nuancées par le département de l'environnement et du changement climatique du Kerala : "nous avons débuté une restauration écologique des zones humides et avons aussi interdit le plastique", a indiqué à l'AFP une res-

ponsable. "Nous faisons de notre mieux. C'est la furie de la nature, vous ne pouvez blâmer personne", a poursuivi cette même source. Le coût des inondations est évalué à trois milliards de dollars par les autorités locales, un montant appelé à s'alourdir à mesure que la décrue mettra à jour l'ampleur des dévastations. Face à cette situation, le gouvernement indien a décrété "l'état de catastrophe naturelle".

L'Afrique en bref

Mali/Confirmation de la victoire d'IBK



Photo : D.R./L'Union

La victoire d'Ibrahim Boubacar Keita, a été confirmée au Mali par la Cour constitutionnelle, qui a annoncé, hier, les résultats officiels du second tour de la présidentielle. Le président sortant rassemble 67,16% des voix contre 32,84% pour son rival Soumaila Cissé. Cinq ans après son accession au pouvoir en 2013, IBK repart donc officiellement pour un second mandat.

Région des Grands Lacs : La RDC refuse Thabo Mbeki comme émissaire spécial

Pretoria avait choisi l'ex-chef d'Etat Thabo Mbeki comme envoyé spécial du pays pour la région des Grands Lacs. Mais Kinshasa refuse. Si l'Afrique du Sud ambitionne de retrouver son rôle de faiseur de paix, c'est donc loin d'être gagné. C'est ce qui ressort au lendemain du sommet de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

A travers le monde

France : Rentrée politique à risque



Photo : AFP

Après avoir passé deux semaines au fort de Brégançon, retour à Paris pour le couple présidentiel français hier. Emmanuel Macron doit maintenant préparer sa rentrée politique. Marqué par une affaire Benalla qui a lourdement perturbé le calendrier parlementaire, l'exécutif fait face à une séquence à haut risque. Objectif pour la majorité : reprendre la main.

Israël : Assouplissement des critères de port d'armes

Israël a annoncé, hier, l'assouplissement des conditions d'éligibilité au port d'armes, autorisant théoriquement jusqu'à 600.000 civils supplémentaires à demander un permis, selon une estimation du ministère de la Sécurité publique. Les autorités s'attendent toutefois à ce que seulement 35.000 personnes soumettent une demande, a indiqué une source au sein de ce ministère, sous le couvert de l'anonymat.